



# **LETTRE OUVERTE AU PERSONNEL DES INDUSTRIES ÉLECTRIQUES ET GAZIÈRES**

**Après la crise sanitaire,  
il faut retrouver la voie du Service public et du progrès social !**

Cher(e)s collègues,

Comme tous les pays du monde, notre pays a dû faire face à l'épidémie de COVID-19, créant une situation totalement inédite depuis un siècle sur le plan sanitaire.

Nous déplorons d'ores et déjà de lourdes conséquences en termes de mortalité endeuillant plus de 350 000 familles dans le monde et 28 000 familles en France.

Au moment où nous entrons dans la phase 2 du déconfinement, il m'a semblé utile, en tant que Secrétaire général de FO Énergie et Mines d'exprimer dans cette lettre ouverte ce que nous retenons à FO de cette période hors-norme, même si la pandémie est loin d'être terminée encore moins vaincue, mais aussi d'indiquer notre vision des grands enjeux industriels et surtout sociaux qui sont devant nous.

***Merci à tous les gaziers et électriciens !***

Je veux, d'abord et avant tout, remercier tous les salariés des IEG, qu'ils soient dans les groupes EDF et Engie ou dans les ELD. Vous avez démontré, une nouvelle fois l'importance de ce qu'est le service public de l'énergie !

Que vous soyez sur site ou en télétravail, que vous soyez dans des métiers de production, de réseau électrique ou des différentes infrastructures gazières, du commerce, des fonctions centrales et supports, que vous soyez en Métropole ou à SEI, vous avez assuré sans failles la continuité de l'alimentation électrique et gazière.

Vous êtes aussi les héros de cette période, car sans votre travail, notre pays aurait cessé de fonctionner !

La ministre de l'Énergie, Madame BORNE, a elle-même adressé plusieurs messages en ce sens, mais c'est la même M<sup>me</sup> BORNE qui était à la manœuvre pour casser notre régime spécial de retraites ou pour défendre le projet Hercule.

Alors, je dis à M<sup>me</sup> BORNE, nous ne pouvons pas nous contenter des mots, il faut passer aux actes !

***Le Service public, c'est tous les jours, pas seulement en temps de crise !***

Enterrez une bonne fois pour toutes, cette réforme des retraites, qui est une attaque frontale contre le contrat de travail des gaziers et électriciens !

**P 1/3** **AGIR, NE PAS SUBIR !**

[www.fnem-fo.org](http://www.fnem-fo.org)

Renoncez également au projet Hercule, projet de casse d'EDF, et au désengagement total de l'État dans Engie !

Arrêtez d'adresser à nos entreprises des injonctions de gain de productivité qui se traduisent par des suppressions d'emplois et de fermetures de sites et qui mettent en cause nos activités de service public !

**Madame la Ministre, la défense du Service public, c'est tous les jours que les gaziers et électriciens l'assurent, pas seulement quand le pays est en crise. Ne l'oubliez pas !**

### ***Organisation du travail : un nécessaire retour d'expérience contradictoire***

Cher(e)s collègues, la période du confinement devra aussi être l'occasion d'un retour d'expérience contradictoire sur certains éléments qui ont marqué cette période en particulier sur l'organisation du travail.

Chacun pense en premier lieu au télétravail, qui a été massivement utilisé, chaque fois que cela a été possible, dans nos industries. Ce recours d'une ampleur sans précédent a suscité pour certains d'entre vous du stress quand ce n'est pas du burn-out. Car ce n'est pas la même chose d'avoir un télétravail organisé durant un voire deux jours par semaine, formule plébiscitée par la majorité des salariés et un télétravail permanent qui a pu être vécu comme étant source d'isolement au moins sur le plan psychologique. Les moyens modernes, aussi sophistiqués soient-ils, ne pourront jamais remplacer les échanges directs dans les bureaux, l'interaction avec les collègues et la dynamique de groupe qui en résulte.

En tout cas, si ce mode de travail est appelé à croître, cela ne pourra pas se faire sans une solide négociation visant à mieux l'encadrer tant au niveau interprofessionnel qu'au niveau des branches ou des entreprises.

Parallèlement, la crise sanitaire amènera nécessairement à réinterroger voire remettre en cause la mode des « open spaces », modalité importée – une nouvelle fois ! – du monde anglo-saxon pour faire des gains d'espace et donc de productivité pour les entreprises. Il sera à l'évidence difficile de respecter les gestes barrières dans les open spaces actuels. Plus que jamais, la priorité doit être la santé des salariés et non la course effrénée aux gains de productivité !

Plus largement, FO Énergie et Mines demande un véritable examen contradictoire dans les entreprises de leur organisation du travail, dont on a vu les limites avec cette crise sanitaire.

### ***Rebâtir un Service public de l'énergie fort et préserver nos garanties sociales !***

La crise sanitaire a amené le Gouvernement à prendre un certain nombre de mesures d'exception tant sur le plan social que sur celui des libertés publiques. Avec notre Confédération, FO Énergie et Mines déplore que l'annonce de la phase 2 du déconfinement n'ait pas été l'occasion d'annoncer l'arrêt de l'état d'exception que constitue l'état d'urgence sanitaire dans trop de domaines sociaux, droits syndicaux et des libertés fondamentales et individuelles.

Dans tous ces domaines et singulièrement au point de vue social, il ne saurait être question pour FO Énergie et Mines de transformer ce régime d'exception en régime pérenne, même si on se doute bien que le Medef œuvre fortement en ce sens.

Les salariés ont besoin de plus de garanties sociales et non de nouvelles remises en cause du Code du travail ou de leurs statuts.

Parallèlement, les chiffres de suppressions d'emplois déjà constatés dans l'ensemble du pays laissent craindre une grave crise économique et sociale à la rentrée, succédant à la crise sanitaire.

Nos entreprises, elles-mêmes, ont été affectées sur le plan économique par la crise sanitaire.

Déjà, avant la crise, Engie annonçait un plan drastique de suppressions d'emplois pour faire remonter le cours de Bourse en vue d'une privatisation totale, disposition permise par la loi PACTE.

Quant à EDF, la crise sanitaire a amené à décaler des travaux de maintenance sur les centrales nucléaires rendant plus tendu le passage de l'hiver. Et c'est cette même année que les deux tranches de Fessenheim seront arrêtées sur injonction du Gouvernement ! Cherchez l'erreur !

Parallèlement, les énergéticiens ont connu des baisses de chiffres d'affaires liées à l'arrêt de la production de nombreuses entreprises.

Et comme si cela n'était pas suffisant, plusieurs concurrents alternatifs dont Total — mais pas Engie — ont obtenu du Tribunal de Commerce de Paris un jugement leur permettant de ne pas respecter leurs engagements de souscription d'ARENH auprès d'EDF au nom d'une prétendue force majeure !

Qui va payer cette addition ? FO Énergie et Mines se battra en tout cas pour que ce ne soient pas les salariés, car ceux-ci ont montré depuis des années leur refus de toutes ces politiques absurdes qui ont abouti à des textes tels que la loi NOME de 2010 ou la loi de privatisation de Gaz de France de 2006.

Et puis, cela serait trop facile d'encenser les salariés des services publics durant la crise puis de leur faire payer les conséquences de cette crise sanitaire alors que celle-ci a été aggravée par une gestion des pouvoirs publics chaotique : notre pays a lourdement payé une politique de gestion de l'hôpital public privilégiant une logique comptable ; quant à la gestion des stocks de masques, les attermolements du gouvernement en la matière ont été constatés par chacun d'entre nous.

Ce qui a sauvé notre pays durant cette crise, ce sont les services publics et leurs salariés avec à la clé un rôle de l'État renforcé dans la vie économique, pas la « start-up nation » si chère au Président de la République.

C'est bien le Service public qui protège et cela est vrai aussi dans nos industries où le « modèle » libéral d'ouverture des marchés de l'électricité et du gaz, doublé d'une privatisation toujours plus forte, est un échec retentissant !

Il est temps, plus que jamais, d'arrêter tous ces projets de casse de service public, qu'ils s'appellent Hercule ou de tout autre nom.

**Cette crise sanitaire doit, au contraire, nous amener à repenser la relation de nos entreprises de service public avec la Nation et de renouer avec l'esprit du Conseil National de la Résistance, ce qui implique :**

- la renationalisation complète d'EDF et d'Engie ;
- des groupes qui doivent être plus intégrés, au service de la Nation et avec des missions de service public protégées ;
- la remise en cause des directives européennes de déréglementation de l'énergie ;
- le maintien intégral d'un statut des gaziers et électriciens, pour assurer aux salariés de notre branche les garanties sociales leur permettant d'assurer au mieux leurs missions de service public.

Le programme peut sembler immense, voire à certains utopique.

Mais après que notre pays et ses citoyens ont œuvré pour résister et contenir la pandémie, il nous faut maintenant rebâtir les services publics en général et le service public de l'énergie pour ce qui nous concerne, dont nous avons vu qu'il était l'atout essentiel de la résilience de notre pays !

C'est dans ce vaste chantier, ambitieux mais ô combien nécessaire, que FO Énergie et Mines compte s'impliquer dans les prochains mois aux côtés des salariés en n'oubliant pas les retraités, qui ont fait de nos entreprises ce qu'elles sont aujourd'hui !

Prenez soin de vous et de vos proches.

**Agir, ne pas subir !**

Amitiés syndicales,  
Vincent HERNANDEZ  
Secrétaire général de FO Énergie et Mines